



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/1997/L.16
28 avril 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Reprise de la session d'organisation pour 1997
1er et 2 mai 1997
Point 8 de l'ordre du jour

ÉLECTIONS, PRÉSENTATION DE CANDIDATURES, CONFIRMATION
DES CANDIDATURES ET NOMINATIONS

Nomination de cinq membres du Conseil d'administration
de l'Institut international de recherche et de formation
pour la promotion de la femme

Note du Secrétaire général

1. Le 4 avril 1997, le Secrétaire général a adressé à tous les États Membres une note verbale les informant que le Conseil économique et social devrait, à la reprise de sa session d'organisation pour 1997, nommer cinq candidats appelés à siéger au Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, lorsque le mandat de cinq de ses membres viendrait à expiration le 30 juin 1997. Dans cette note, le Secrétaire général demandait aux gouvernements de présenter les noms et curriculum vitae de leurs candidats le 15 avril 1997 au plus tard.

2. Conformément aux dispositions du statut de l'Institut, le Conseil d'administration se compose de 11 membres, désignés par les États et nommés par le Conseil économique et social, compte dûment tenu du fait que l'Institut et ses activités sont financés au moyen de contributions volontaires et qu'il convient de respecter le principe d'une répartition équitable. Les membres du Conseil siègent à titre individuel pour une durée de trois ans à compter de la date de leur nomination. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions par le Conseil pour un second mandat. La composition actuelle du Conseil est indiquée à l'annexe I.

3. À sa première session ordinaire de 1983, le Conseil économique et social a décidé, sur la proposition du Président, de maintenir l'équilibre géographique de facto du Conseil d'administration, sans préjuger des décisions qu'il pourrait vouloir prendre ultérieurement quant à la composition et la répartition des sièges de cet organe (voir E/1983/SR.13). En conséquence, il faudrait, pour maintenir l'équilibre géographique existant, nommer aux postes qui deviendront vacants un membre de chacun des cinq groupes régionaux.

4. Les candidates dont les noms suivent ont été désignées par leurs gouvernements respectifs en réponse à la note verbale du Secrétaire général (on trouvera leur notice biographique à l'annexe II).

États d'Afrique

Zakia Amara Bouaziz (Tunisie)
Jane Nambakire Mulemwa (Ouganda)

États d'Amérique latine et des Caraïbes

Emilia Castro de Barish (Costa Rica)
Glenda P. Simms (Jamaïque)

États d'Asie

Amaryllis T. Torres (Philippines)

États d'Europe occidentale et autres États

Selma Acuner (Turquie)

États d'Europe orientale

Norica Nicolai (Roumanie)

Annexe I

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE
ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Composition à partir du 1er juillet 1996

	<u>Mandat venant à expiration</u> <u>le 30 juin</u>
Selma Acuner (Turquie)*	1997
Ihsan Abdalla Algabshawi (Soudan)	1998
Esther María Ashton (Bolivie)	1998
Fátima Benslimane Hassar (Maroc)*	1997
Maria Jonas (Autriche)	1999
Noëlie Kangoye (Burkina Faso)	1999
Mona Chemali Khalaf (Liban)	1999
Els Postel-Coster (Pays-Bas)	1998
Gail Saunders (Bahamas)*	1997
Renata Siemienska-Zochowska (Pologne)*	1997
Soedarsono (Indonésie)*	1997

* Membres dont le mandat arrive à expiration.

Annexe II

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Sakia Amara Bouaziz (Tunisie). Président-Directeur général du Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF), où elle a dirigé l'exécution de plusieurs projets internationaux intéressant les femmes. Directrice de la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis. Ancienne Présidente de la Commission des thèses et de l'habilitation en psychologie. A occupé plusieurs postes administratifs dans l'enseignement universitaire (Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, notamment Département de psychologie : responsable des stages et de l'informatisation; membre de diverses commissions chargées des équivalences, de l'habilitation des institutions et de l'examen des dossiers de candidature). Spécialiste en sciences expérimentales de l'enseignement secondaire, en neurophysiologie et en sciences naturelles. Membre d'associations et de sociétés actives dans les domaines de la physiologie, des sciences naturelles, de la psychologie appliquée, des neurosciences et de l'informatique appliquée à la recherche en matière d'art et de sciences humaines et sociales. Fondatrice du Club d'arts plastiques à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et d'organisations s'occupant d'informatique, d'échanges internationaux d'étudiants, d'emploi, de sport et de protection des enfants. Responsable de l'exécution de divers projets nationaux et internationaux de recherche en neuropsychologie. A participé aux travaux de la Commission de la condition de la femme et a assuré la vice-présidence de sa quarante et unième session, en 1997.

Jane Nambakire Mulemwa (Ouganda). Membre d'Action for Development (ACFODE), une organisation locale. Membre fondateur d'AIDS Support Organization (TASO), où elle a fait office de conseiller, de conseiller principal, de conseiller spécial et de formateur, et siégé au premier conseil d'administration et au comité de gestion jusqu'en 1993. A activement participé aux travaux et aux programmes de lutte contre la propagation du VIH/sida en Ouganda; a participé à la rédaction d'articles qu'elle a également présentés à des conférences, séminaires et ateliers nationaux et internationaux sur le problème du VIH/sida. Directrice et Conseillère technique principale du Séminaire de formation des femmes aux rôles de direction organisé par Education International (EI) à l'intention des conseillers techniques (Lilongwe (Malawi), 21-28 janvier 1996). Directrice et Conseillère technique du Séminaire de formation des femmes aux rôles de direction (perfectionnement) organisé par EI (Nairobi, 5-7 août 1994). A participé au Séminaire de formation des femmes aux rôles de direction organisé par l'Association nationale des syndicats d'enseignants namibiens (National Association of Namibian Teachers' Unions - NANTU) (Khorix (Namibie), 14-18 octobre 1991). Auteur de nombreux rapports et publications.

Amaryllis T. Torres (Philippines). Professeur de développement communautaire à l'Université des Philippines; Présidente de la Fondation des spécialistes des ressources humaines. Spécialisée dans la psychologie sociale aux Philippines, la recherche en matière de développement social, les stratégies de participation au développement social, les systèmes de contrôle et d'évaluation, les programmes de formation au sein des collectivités, la mise en valeur des ressources humaines, la recherche sur les femmes, la planification du

développement orienté vers la parité entre les sexes et le travail des enfants. A occupé de nombreux postes de haut niveau à l'Université des Philippines et dans des organisations oeuvrant en faveur du développement international et des femmes. A reçu diverses bourses et distinctions honorifiques récompensant ses mérites professionnels, notamment universitaires. Membre d'associations universitaires et professionnelles actives dans les domaines des sciences sociales, de la psychologie, de la recherche scientifique et du développement communautaire. A pris part à des conférences internationales sur des questions relatives aux femmes, à l'éducation, aux migrations, à la réduction de la pauvreté et aux sexospécificités. Auteur de nombreux rapports et ouvrages touchant à la psychologie, aux sciences sociales, aux femmes et aux sexospécificités.

Norica Nicolai (Roumanie). Secrétaire d'État, Ministre du travail et de la protection sociale. Chef du Département de la coordination des affaires relatives aux droits des femmes, aux stratégies en la matière et aux politiques familiales. Spécialiste des systèmes contemporains d'application des peines, du système roumain d'application des peines et de la délinquance en période de transition. A occupé des postes de juriste dans l'administration et dans des universités. A représenté la Roumanie au Congrès international sur la criminologie, au Congrès international sur le droit pénal et au sein du Comité directeur sur l'égalité des hommes et des femmes du Conseil de l'Europe. Membre d'associations professionnelles internationales et d'organisations nationales démocratiques.

Emilia Castro de Barish (Costa Rica). Représente son pays auprès de l'Organisation des Nations Unies depuis 1957, en qualité de ministre, d'ambassadeur et, actuellement, de Représentant permanent suppléant du Costa Rica auprès de l'Organisation. A représenté son pays au sein du Groupe de travail à composition non limitée chargé de l'examen des dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales. Vice-Présidente de la Troisième Commission à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies; a pris part, en tant que représentante de son pays, aux travaux de diverses commissions traitant de questions relatives à la décolonisation, aux droits de l'homme, aux droits civils et politiques, au désarmement, à l'environnement et au développement. Représentante à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité, au Conseil économique et social, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), au Comité de l'information et à des sessions extraordinaires portant sur des questions politiques et économiques. Rapporteur du Comité des relations avec le pays hôte chargé de l'application de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Représentante officielle à plusieurs conférences mondiales sur le droit de la mer, les femmes, les droits de l'homme, la population et le développement, et le développement social. A participé aux travaux du Groupe des 77 et de la Chine sur des questions telles que le statut consultatif des organisations non gouvernementales; a représenté le Groupe à l'UNICEF et présenté sa position lors de séances plénières consacrées au développement social. A participé aux préparatifs du projet visant à ce que l'Université de la Paix soit établie au Costa Rica.

Glenda P. Simms (Jamaïque). Directrice exécutive du Bureau des affaires féminines de la Jamaïque. Ancienne Présidente et Directrice exécutive du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme (CACSW) et Conseillère auprès du Gouvernement jamaïcain pour les questions féminines. Spécialiste en psychologie de l'éducation; a occupé dans des établissements d'enseignement supérieur de nombreux postes de professeur dans les domaines de l'éducation, notamment interculturelle, et des relations interraciales et interethniques. A été récompensée pour sa contribution à l'action gouvernementale au Canada. Conseillère auprès des administrations fédérale et provinciales; a participé à des négociations sur des questions telles que les relations interraciales, les femmes et les premières nations. Ancienne Conseillère auprès du Gouvernement jamaïcain pour les questions relatives à l'élimination de la pauvreté et aux femmes; a occupé des postes importants dans l'administration. A démontré ses qualités de dirigeante au niveau gouvernemental et traité aux échelons supérieurs avec des organismes et des services gouvernementaux et non gouvernementaux. A mené des campagnes d'éducation du public dans toute une série de domaines liés à la condition de la femme, à l'enseignement et à la vie sociale et politique dans les sociétés canadienne et jamaïcaine. A reçu de nombreuses récompenses et fait partie d'institutions importantes actives dans les domaines des femmes, de l'enseignement, de l'administration publique, de l'égalité des conditions d'emploi, des migrantes et des femmes appartenant à des minorités, et de l'éducation pour le développement. Conférencière de renom, auteur de nombreuses publications, Glenda Simms est une source d'inspiration et un exemple pour les femmes et les membres de minorités.

Selma Acuner (Turquie). Conseillère du Premier Ministre en matière de coopération internationale, pour ce qui est de la participation des femmes au développement, du développement intégrant hommes et femmes et de la famille, ainsi que de l'élaboration de projets de développement intégrant hommes et femmes en Turquie. A participé à la planification du développement socio-économique. Présidente du Conseil d'administration de l'INSTRAW. Ancienne Directrice générale chargée de la condition de la femme et des questions féminines. Spécialiste des questions de parité hommes-femmes auprès du Bureau du Programme des Nations Unies pour développement (PNUD) à Ankara. Directrice des études et conférencière au Centre de recherche de l'Université d'Ankara et de la Communauté européenne et chargée d'enseignement à la Faculté de sciences sociales de l'Université Hacettepe à Ankara. Spécialiste des sciences sociales et politiques. A coordonné les préparatifs nationaux de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi que des projets exécutés avec des organisations internationales dans le domaine de l'emploi des femmes, des femmes chefs d'entreprise et des garderies nationales; a organisé bon nombre de conférences nationales sur des questions intéressant les femmes. Auteur de diverses publications et rapports sur les femmes et les sexospécificités. A représenté son pays à plusieurs conférences et réunions internationales ayant trait aux femmes et à la question des distinctions entre les sexes.
